



## Une montée en charge toute en douceur

Dans le cadre du dernier comité de suivi du Ségur du numérique, l'Agence du Numérique en Santé a fait le point sur l'avancée du déploiement de Mon Espace Santé auprès des professionnels et établissements de santé ainsi qu'auprès des usagers. Si des progrès continuent d'être constatés, la réelle bascule des pratiques prendra du temps.

L'information est passée un peu sous silence, mais Mon Espace Santé (MES), le carnet de santé numérique développé conjointement par la délégation au numérique en santé (ONS) et l'Assurance Maladie, vient de souffler les bougies pour le 3<sup>e</sup> anniversaire de son lancement. Si aucun événement particulier n'a été organisé à cette occasion, un exercice de bilan de parcours aura tout de même été réalisé par l'Agence du Numérique en Santé (ANS) dans le cadre du pilotage des chantiers liés au Ségur du numérique. Une enveloppe, avoisinant les 2 Mds € avait été mobilisée dans ce cadre dans le but de créer les conditions permettant de « généraliser le partage fluide et sécurisé des données de santé, entre professionnels et avec l'utilisateur ». Un processus construit en trois étapes : création d'un MES pour chaque patient, atteinte d'une masse critique de documents l'alimentant et enfin, l'utilisation de ces derniers par le soignant. La période 2024-2025 enclenche véritablement cette dernière séquence.

### La mayonnaise commence à prendre

Sur la première étape, les données chiffrées remontées par l'ANS se veulent plutôt positives. En effet à la lecture des derniers comptages, la méthode d'ouverture automatisée des MES, retenue par le ministère de la Santé en 2021, semble lui donner raison avec 68,7 millions de comptes ouverts à ce jour pour seulement 1,5 % des usagers qui s'y sont opposés. Sur ce quota, ils sont désormais plus de 17 millions à l'avoir activé. Un chiffre qui a évolué au rythme soutenu de 600 000 activations par mois sur 2024 (contre 300 000 l'année précédente). Concernant l'utilisation de MES, là aussi une montée en charge s'opère à l'image des 32 millions de documents santé consultés et les 6 millions qui auront été ajoutés directement par les utilisateurs. 27 % de ces derniers ont d'ailleurs rempli intégralement leurs profils médicaux et ce sont plus de 350 000 questionnaires de bilan aux âges clés qui ont été complétés au cours de la dernière année. Au final, près d'un utilisateur sur deux qui se

connecte chaque mois à son MES.



Sur le second étage de la fusée, l'atteinte d'une masse critique de documents de santé, l'objectif fixé par les pouvoirs publics était clair : « sortir du syndrome des DMP vides » comme le pointe le comité de suivi du Ségur du numérique. Côté chiffre, un cap de 250 millions de documents alimentant les MES était d'ailleurs fixé pour le début 2024. Bonne nouvelle, cet objectif a non seulement été atteint, il a même été dépassé pour atteindre un rythme annuel de 361 millions en octobre dernier avant de baisser le mois suivant vers les 285 millions sous l'effet de grèves des biologistes. Ce mouvement a eu un impact direct tant leur poids dans la dynamique globale d'alimentation est conséquent (cf encadré ci-contre) avec plus de 12 millions de documents remontés par mois à son pic. Cette dernière est également portée, outre la biologie médi-

cale, par une réelle montée en charge au niveau des officines et de la médecine de ville (merci la mise à jour des logiciels automatisant le versement des documents dans MES) passant de près de 2 millions de documents remontés à 8,5 millions en 15 mois.

## Peu mieux faire

Malgré tout, des axes d'amélioration sont également relevés par la DNS et l'Assurance Maladie. S'ils concernent l'ensemble des acteurs, on pointera tout de même que la progression mesurée dans le secteur hospitalier serait principalement due à des défauts d'optimisation interne et plus largement, à une méconnaissance des outils par les professionnels de santé. Exemple illustratif, moins de 10 % des ordonnances de sortie sont versés dans MES alors que 62 % des lettres de liaison le sont. En ville, perdurent encore des « *professionnels de santé en capacité d'alimenter l'outil qui ne le font pas* » et ce, bien que les développements logiciels issus du Ségur du numérique leur permettent plus aisément de le faire qu'auparavant. Enfin pour le secteur du médico-social, toujours en phase d'équipement des acteurs, la DNS reconnaît que les objectifs d'installation des programmes ESMS ont pris du retard sur le calendrier prévisionnel. Si les choses semblent plutôt bien embarquées sur les deux premières étapes, reste

l'enjeu central de l'utilisation de Mon Espace Santé par les acteurs du soin. Les marges de progrès et d'efficacité des pratiques médicales, attendues du fait de l'exploitation de cet outil, reposent sur cette ultime phase (cf encadré p12).

## Les soignants au RDV?

En fin d'année dernière, les premiers retours laissaient entrevoir une amorce de dynamique dans le cadre de la prise en charge du patient. Si en novembre 2023, seulement 190 000 documents et 110 000 DMP avaient été consultés, les chiffres ont doublé douze mois plus tard. En cumulé sur un an, ce sont près de 2,9 millions de documents et 1,3 million de DMP qui auront ainsi été consultés. Au palmarès de ceux-ci, on trouve les comptes-rendus d'examens biologiques suivis des prescriptions de médicaments et des comptes-rendus de consultation. Sur le terrain, on dénombre désormais plus de 30 000 professionnels de santé libéraux ayant au moins consulté un document issu de MES via, pour 90 % d'entre eux, leur logiciel de gestion de cabinet mis à jour. Un chiffre à analyser en parallèle de celui de 95 000, soit le nombre de libéraux ayant déposé des documents (automatiquement ou pas). Un ratio encore largement déséquilibré et qui constitue un axe de progrès majeur.

Et pour les mois à venir, quelles sont les prochaines échéances attendues en vue de répondre à l'objectif de « *partage fluide et sécurisé des données de santé* » ? A priori, les équipes en charge du suivi du Ségur du numérique entendent travailler sur les remontées du terrain en vue d'apporter des solutions « *à certains cailloux dans la chaussure* » et de davantage sécuriser certaines procédures. Les lourds travaux d'architecture systémiques sont à présent derrière eux. On suivra également la montée en charge des modules de prévention (rappel de vaccination, examens ou dépistages) lancés l'an dernier.

Quoi qu'il en soit, il semble désormais davantage acquis dans l'esprit des décideurs de la DNS et de l'Assurance Maladie que le mouvement de bascule s'inscrira sur le temps long. Toutefois, la mise en route des différents mécanismes conventionnels d'incitation financière liés à l'alimentation et à l'usage de Mon Espace Santé, ainsi que le déploiement des programmes SUN-ES et HOP'EN 2 à l'hôpital, devraient contribuer à accélérer un peu les choses. C'est en tout cas le pari qui est fait du côté de l'avenue Duquesne et de la porte de Montreuil. ■

par | Alexandre Beau

### LES HOSPITALIERS CONVAINCUS?

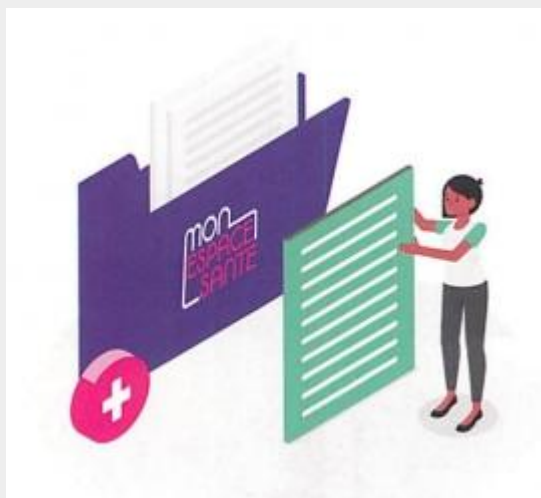


Dix-huit établissements de santé ont pu expérimenter l'usage de MES entre avril et novembre 2024 en vue d'identifier les parcours concrets et les typologies d'utilisateurs pour qui l'outil aurait le plus de valeur ainsi que les leviers d'adhésion et ~ ~ les points de blocage sur sa mise en œuvre. ~ ~ ~ ~ ~ § ~

Alors utile? L: intégralité des professionnels de santé l'ayant testé a indiqué vouloir continuer d'utiliser et d'alimenter MES au-delà de l'expérimentation (verbatim:

~ « c'est *devenu* un réflexe *dans notre* 1 i service»). Parmi eux.ils sont 80 % à Juger ~ les documents intégrés comme utiles. Des ~ résultats très prometteurs qui n'occulent ~ ~ toutefois pas que des progrès en matière ~ d'accessibilité et d'intégration logicielle de ~ l'outil sont également attendus. | § ~

### QUI ALIMENTE MON ESPACE SANTÉ?



La clé de répartition, entre acteurs du soin, de l'alimentation de documents santé dans MES se stabilise globalement par rapport à 2023 avec: • 31 % pour la médecine de ville et les officines de pharmacie • 42 % pour la biologie médicale • 10 % pour l'imagerie médicale • 17 % pour le secteur hospitalier. |

### LES PROMESSES DE LA VAGUE 2 DU SÉCUR NUMÉRIQUE

La deuxième vague du Ségur du numérique est particulièrement attendue sur le volet des fonctionnalités qui seront mises à leur disposition par les professionnels de santé. Trois d'entre elles le sont tout particulièrement: • La consultation des Informations du patient dans MES sera facilitée avec l'activation d'un mode « sans clic» (les informations sont alors remontées automatiquement) et la remontée, et le triage, des documents médicaux « pertinents» via les logiciels d'authentification utilisés par les professionnels et établissements de santé. • Les documents reçus, via la messagerie sécurisée MSSanté, seront classés et rattachés directement au bon patient.

- La sécurisation et l'envoi systématique des documents de santé vers MES sans intervention d'un professionnel de santé. |

